



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
7 mars 2000  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Trente-huitième session

8-17 février et 6 mars 2000

Point 3 a) de l'ordre du jour

**Suivi du Sommet mondial pour le développement social :  
contributions de la Commission à l'examen global  
de la suite donnée au Sommet**

### **Examen et évaluation d'ensemble de la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social : projet de conclusions concertées présenté par le Vice-Président de la Commission, M. Luis Carranza-Cifuentes (Guatemala), à l'issue de consultations officielles**

1. L'un des faits les plus marquants depuis la tenue en mars 1995 du Sommet mondial pour le développement social est qu'on a donné au développement social une priorité accrue dans les politiques nationales et internationale. Lors du Sommet, les États ont reconnu qu'il importait que l'amélioration sociale fasse partie intégrante de la stratégie de développement aussi bien aux niveaux national qu'international et que les efforts de développement soient centrés sur l'homme. L'examen et l'évaluation de la suite donnée au Sommet montrent que les pays ont lancé nombre de nouveaux programmes et politiques. Le Sommet a par ailleurs eu un retentissement manifeste sur le système des Nations Unies qu'il a amené à recentrer ses activités et dont il a dynamisé l'action. Il ne fait pas de doute non plus que les solutions adoptées aux niveaux national et international pour assurer le suivi du Sommet n'ont pas été uniformes. Malgré quelques avancées, il n'y a guère eu de progrès dans certains domaines clefs et on a même régressé dans d'autres. Comme il a été indiqué dans l'une des questions clefs contenues dans le rapport analytique du Secrétaire général, un fait important qui s'est dégagé depuis la tenue du Sommet est que

l'inégalité à l'intérieur des États et entre les États continue à croître. Il faudra pour réaliser les objectifs fixés lors du Sommet que tous les acteurs, nationaux et internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux, mènent une action plus large et plus décisive et adoptent des approches plus novatrices (exposées dans la partie III), en tenant compte des résultats des conférences et sommets pertinents des Nations Unies.

2. Depuis la réunion du Sommet, la mondialisation fait qu'il est plus difficile de tenir les engagements pris et de réaliser les objectifs arrêtés. La mondialisation et l'interdépendance, si elles apportent de nombreux bienfaits, peuvent aussi entraîner dommages et coûts. En fait, ces forces se sont accélérées et ont souvent mis à rude épreuve la capacité des gouvernements et de la communauté internationale de les gérer pour le bien de tous. La croissance économique, remarquable ici ou là, a été décevante ailleurs. Les schémas actuels de la mondialisation ont contribué à susciter un sentiment d'insécurité au fur et à mesure que certains pays, en particulier des pays en développement, se sont trouvés en marge de l'économie mondiale. L'interdépendance croissante des nations, qui fait que les chocs économi-

ques se répercutent à travers les frontières nationales, ainsi que l'inégalité accrue, révèlent les faiblesses des arrangements institutionnels et des politiques économiques et sociales actuelles adoptés sur le plan international comme sur le plan national et montrent qu'il importe au plus haut point de renforcer ces arrangements et politiques par des réformes appropriées. On reconnaît généralement qu'une action collective est indispensable pour anticiper et contrebalancer les conséquences sociales et économiques négatives de la mondialisation et en maximiser les avantages pour tous les membres de la société, y compris ceux qui ont des besoins spéciaux. Pour la plupart des pays en développement, les termes des échanges internationaux se sont détériorés et les flux de ressources financières à des conditions de faveur se sont ralentis. Le lourd fardeau de la dette a affaibli la capacité de nombreux gouvernements d'assurer le service de leur dette extérieure croissante et a amenuisé les ressources qui peuvent être consacrées au développement social. Mal conçus, les programmes d'ajustement structurel ont nui à la capacité de gestion des institutions publiques et ont rendu les gouvernements moins aptes à satisfaire les besoins des éléments faibles et vulnérables de la société sur le plan social et de fournir des services sociaux adéquats.

3. Depuis la tenue du Sommet, des politiques et programmes ont été exécutés aux niveaux économique, politique, social, juridique, culturel et historique des pays afin d'assurer le développement social. On s'attache de plus en plus à renforcer un environnement propice au développement durable par une interaction du développement économique et social et de la protection de l'environnement. Toutefois, ces environnements nationaux subissent de plus en plus les influences du reste du monde et l'effet des forces mondiales qui échappent au contrôle des divers gouvernements. De graves obstacles au développement social, dont beaucoup avaient été mis en lumière lors du Sommet, persistent toujours. Il s'agit notamment de la famine chronique, de la malnutrition, des problèmes liés aux drogues illicites, de la criminalité organisée, de la corruption, de l'occupation étrangère, des conflits armés, du trafic d'armes, du terrorisme, de l'intolérance et de l'incitation à la haine raciale, ethnique, religieuse et autre, de la xénophobie, des maladies endémiques, transmissibles et chroniques, en particulier du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose, et des sanctions économiques et mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies.

4. Les buts ultimes du développement sont d'améliorer les conditions de vie de la population et de lui donner les moyens de participer pleinement à la vie économique, politique et sociale. Certains gouvernements, en partenariat avec d'autres acteurs, ont contribué à mettre en place un environnement propice au développement social en s'efforçant d'assurer la démocratie et la transparence au niveau de la prise de décisions, la primauté du droit, l'obligation redditionnelle pour les pouvoirs publics, la démarginalisation des femmes et l'égalité entre les deux sexes. Ils se sont également attachés à promouvoir la paix et la sécurité, le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris le droit au développement, ainsi que la tolérance et le respect de la diversité culturelle et ethnique. Toutefois, les progrès dans tous ces domaines ont été inégaux et exigent un surcroît d'efforts.

5. Lors du Sommet, des objectifs quantitatifs ont été adoptés et réaffirmés dans le domaine des services sociaux de base et de l'aide publique au développement. Pour neuf des 13 objectifs arrêtés, le délai de réalisation a été fixé à l'an 2000. Il s'agit de l'éducation; du taux d'alphabétisation des adultes; d'un meilleur accès à l'alimentation en eau potable et aux installations sanitaires; de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans; de la mortalité maternelle; de la mortalité infantile; et du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans; de l'espérance de vie; de la mortalité et de la morbidité dues au paludisme; d'un logement adéquat et abordable pour tous. Les données disponibles indiquent que les progrès dans ces domaines demeurent peu satisfaisants. Pour ce qui est de l'éducation, par exemple, les taux d'inscription dans les écoles primaires restent dans 29 pays inférieurs à 50 % alors que l'objectif fixé était de 80 %.

6. Si l'intégration d'une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans toutes les activités est une idée largement acceptée, dans certaines parties du monde, il est fréquent que sa concrétisation n'ait pas encore commencé. Dans de nombreux pays, les femmes continuent à être victimes d'une discrimination en ce qui concerne la pleine réalisation de tous les droits fondamentaux.

7. Compiler des données sur une base diversifiée et désagrégée – des indicateurs qualitatifs aussi bien que quantitatifs – pour évaluer les progrès réalisés dans les domaines pour lesquels ont été fixés des objectifs s'est révélé une entreprise de taille pour les gouvernements nationaux. À cet égard, les gouvernements peuvent,

s'ils le jugent bon, demander de l'aide aux organisations internationales. Depuis la réunion du Sommet, on s'est efforcé d'améliorer la qualité et l'actualité des données ainsi que le nombre de pays couverts.

8. Étant donné la nature et le caractère général de nombreux buts et objectifs fixés à Copenhague et l'écart séparant inévitablement le lancement des politiques et l'apparition de résultats perceptibles, il faudra un certain temps pour évaluer complètement les conséquences des nouveaux programmes et politiques. On peut toutefois d'ores et déjà indiquer ce qui suit.

### **Élimination de la pauvreté**

9. L'un des résultats les plus marquants du Sommet a été de faire de l'élimination de la pauvreté une orientation centrale des programmes nationaux et internationaux. À l'échelon international, les objectifs de développement adoptés à Copenhague ont exercé une influence croissante sur les politiques et la planification des partenaires de développement bilatéraux comme multilatéraux. Nombre de gouvernements se sont fixé des objectifs chiffrés pour la lutte contre la pauvreté, et ont défini des plans et des stratégies d'élimination de la pauvreté, notamment en stimulant l'emploi et élaborant ou améliorant les moyens dont ils disposaient pour mesurer les progrès. Certains ont poursuivi le renforcement de plans, de programmes et de mesures déjà en place pour lutter contre la misère. Le microcrédit et d'autres instruments financiers ont vu croître leur popularité, étant une des voies par lesquelles on arrive à doter les pauvres des moyens dont ils ont besoin, de sorte que nombre de pays ont ouvert plus largement l'accès à ce type de programmes. L'alphabetisation, l'espérance de vie, la scolarisation, les prestations de services sociaux de base et de protection sociale, ainsi que la lutte contre la mortalité infantile, ont marqué des progrès dans de nombreux pays. Mais ces progrès sont inégaux, l'accès aux services sociaux de base, notamment à une instruction de qualité, manifestant toujours des disparités. Il est particulièrement préoccupant à cet égard de constater que la misère est de plus en plus un phénomène féminin, et que les filles n'ont toujours pas accès à l'instruction sur un pied d'égalité avec les garçons. Si par exemple les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique affichent désormais des taux de scolarisation analogues à ceux des pays développés, en Afrique près d'un tiers des enfants d'âge scolaire ne peuvent toujours pas accéder à quelque instruction que ce soit. En Asie du Sud, on estime

à 50 millions le nombre d'enfants qui ne reçoivent pas d'instruction primaire. On constate même une baisse des taux de scolarisation dans certains pays en transition. Des groupes présentant des besoins particuliers sont touchés de différentes façons par l'exclusion sociale et la misère. Dans de nombreux pays, les mesures prises pour améliorer leur sort ne sont pas suffisantes.

10. La lutte contre la pauvreté a enregistré des résultats contrastés. Il y a bon nombre de pays où les effectifs des miséreux ont augmenté depuis 1995. Les pays en développement sont nombreux à avoir vu se détériorer la prestation de services sociaux, de sorte qu'une part notable de la population n'a pas accès aux services sociaux de base. Le manque de ressources, le sous-développement économique, et dans la plupart des cas l'évolution défavorable des termes de l'échange, s'ajoutant à des infrastructures insuffisantes et à des systèmes administratifs peu performants, ont contré la lutte contre la pauvreté. L'évolution démographique, dans bien des régions du monde, a causé de nouvelles difficultés et suscité de nouveaux obstacles à l'élimination de la pauvreté. En Afrique et dans les pays les moins avancés, c'est à peine si la croissance économique a repris. Dans certains pays en transition, la réforme économique a été lente, et les dispositifs de protection sociale sont moins solides qu'auparavant. Dans plusieurs pays en développement, la croissance économique et l'augmentation des revenus ont permis d'améliorer les conditions de vie d'une partie notable de la population. Mais dans d'autres pays en développement, le chômage a aggravé les inégalités, la misère et l'exclusion. Les pays touchés par les crises internationales récentes ont connu une aggravation marquée de la misère, surtout parmi les femmes et les groupes ayant des besoins particuliers. Si certains signes laissent maintenant espérer une reprise de la croissance, les revers de la période récente ont été si marqués dans ce domaine qu'ils ont rejeté à plusieurs années en arrière la lutte contre la misère et le chômage.

11. Au Sommet social et à la quatrième Conférence sur les femmes de Beijing, la communauté internationale a déclaré expressément que la misère n'était pas le même phénomène pour les hommes et les femmes, qu'il s'y marquait des inégalités, qu'ils y arrivaient par des voies différentes, et qu'on ne pouvait comprendre les causes de la pauvreté ni y remédier par l'action des pouvoirs publics si on ne prenait pas en compte ces différences. La discrimination persistante contre les femmes sur le marché du travail, le différentiel de sa-

laire, l'inégalité d'accès aux ressources productives et au capital, de même qu'à l'instruction et à la formation, conjugués avec les facteurs socioculturels qui pèsent toujours sur les relations entre les sexes et maintiennent intacte la discrimination contre les femmes, font toujours obstacle à leur émancipation et exacerbent la féminisation de la misère. Il est très généralement admis que l'égalité entre femmes et hommes est indispensable au développement social, mais la réalisation s'en fait attendre, notamment en ce qui concerne l'intégration de considérations de parité à tous les programmes et politiques visant l'élimination de la pauvreté et l'émancipation des femmes.

### **Le plein emploi**

12. Globalement, on n'a progressé que lentement et de manière inégale, depuis le Sommet, pour ce qui est de réduire le chômage, mais les pouvoirs publics et la société civile, secteur privé compris, se préoccupent plus de l'objectif du plein emploi et des politiques visant l'expansion de l'emploi, et on croit désormais que c'est un objectif réalisable. La promotion de l'emploi ne cesse de gagner en importance dans le développement socioéconomique, car on perçoit combien il est essentiel pour la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale.

13. La communauté internationale comprend désormais qu'il est indispensable de promouvoir des formes d'emploi correspondant aux normes définies dans les instruments de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et d'autres instruments internationaux, respectant en particulier l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, les garanties du droit d'association et de négociations collectives, le principe de la rémunération égale des hommes et des femmes pour un travail de valeur égale, et celui de la non-discrimination dans l'emploi. C'est ce qui a donné naissance à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et au programme complémentaire, et qui a motivé l'adoption à l'unanimité de la Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. On a enregistré des progrès à cet égard, mais la ratification universelle des conventions correspondantes de l'OIT n'est pas encore chose faite.

14. Nombre de pays développés ont renforcé leurs mesures de promotion active de l'emploi, notamment en lançant des programmes de création d'emplois dans les services sociaux et d'autres emplois d'utilité publi-

que. Il s'agit d'activités qui sont parfois à forte intensité de travail, et répondent à une demande croissante, en particulier pour les personnes âgées. Dans les pays en développement et les pays en transition, des programmes de travaux d'intérêt public (à forte intensité de travail), spécialement des travaux d'équipement (routes rurales de desserte, notamment de liaison entre exploitations agricoles et marchés, remise en état écologique, irrigation et rénovation urbaine), ont prouvé leur efficacité pour ce qui est de promouvoir l'emploi et de stimuler un mode de développement durable soucieux de l'être humain. Par ailleurs, l'importance de l'instruction, de la formation professionnelle et du développement des compétences à tous les niveaux pour la promotion de l'emploi, surtout à long terme, est de plus en plus reconnue.

15. Si dans la plupart des pays l'emploi des femmes a régulièrement augmenté, les inégalités entre hommes et femmes, et notamment le différentiel de salaire, jointes à la disproportion entre les responsabilités familiales portées par les hommes et les femmes, font que les femmes n'ont toujours pas le même accès au marché du travail que les hommes, et n'y sont pas aussi présentes. De plus, dans les pays où les emplois convenables font défaut, ou encore où les taux de chômage augmentent, ce sont souvent les femmes qui en font les frais, poussées vers le secteur informel où les salaires sont bas et la protection sociale inexistante. Il y a bien des régions du monde où cette situation est aussi cause de misère et d'exclusion, avec des conséquences inhumaines, prostitution, trafic de femmes et d'enfants destinés à la prostitution et à l'exploitation sexuelle et autre, et travail des enfants sous ses pires formes. Parallèlement, le travail non rémunéré des femmes reste ignoré et la comptabilité nationale n'en porte pas trace. On n'a toujours pas défini de moyens universels de mesurer le travail non rémunéré des femmes.

16. L'emploi occasionnel et informel a augmenté depuis le Sommet. Les pays industrialisés ont vu se développer la « flexibilité », le marché du travail y étant de plus en plus fluide et les nouveaux modes de sous-traitance se multipliant. Dans les pays en développement, faute d'expansion de l'emploi dans le secteur structuré, nombre de travailleurs, et notamment de femmes, se sont dirigés vers le secteur informel, ou ont migré vers des marchés du travail plus prometteurs dans d'autres pays. Si la croissance de l'emploi reste encore le moyen le plus efficace de lutte contre la pauvreté, on voit semble-t-il se multiplier le nombre de

travailleurs pourvus d'un emploi ou sous-employés, de femmes en particulier, qui n'ont guère de sécurité d'emploi, dont les salaires sont faibles et la protection sociale minimale. Nombre de pays se sont penchés sur ce problème ces dernières années, ce qui a suscité des initiatives nouvelles. Dans certains pays en transition, l'économie souterraine a connu une forte expansion.

17. Afin de lutter contre l'exclusion, on a cherché à intégrer des politiques de soutien du revenu à des programmes de stimulation du marché du travail, à l'intention de la population se trouvant en marge de ce marché. On comprend mieux désormais qu'il y a là un moyen important pour réduire la dépendance de ces marginalisés à l'égard de l'assistance sociale, les réintégrer dans le monde du travail, et par là dans la société.

18. Dans bien des pays, la concertation sociale entre employeurs, salariés et pouvoirs publics a été un facteur de développement économique et social.

### **Intégration sociale**

19. L'intégration sociale est une condition *sine qua non* pour créer des sociétés harmonieuses, pacifiques et cohésives. La défense et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, la promotion d'une culture de paix, de tolérance et de non-violence, le respect de la diversité culturelle et religieuse, l'élimination de toutes les formes de discrimination, l'égalité d'accès aux ressources productives et la participation à la gestion des affaires publiques sont des facteurs importants. Les gouvernements ont élaboré de nouveaux instruments d'intervention, mis en place des structures, renforcé la collaboration et la concertation avec tous les acteurs sociaux et lancé des programmes pour promouvoir la cohésion sociale et la solidarité. Toutefois, le manque d'accès à l'éducation, la persistance de la pauvreté et du chômage et les inégalités en matière d'accès aux ressources et aux possibilités économiques ont été des facteurs d'exclusion et de marginalisation. Un nombre croissant de personnes sont touchées par la pauvreté en raison de la répartition inéquitable des chances, des ressources et des revenus et des inégalités dans l'accès à l'emploi et aux services sociaux. Dans de nombreux pays, le fossé se creuse entre ceux qui ont de bonnes situations, avec des revenus confortables et ceux qui occupent des emplois mal rémunérés et précaires, avec une protection sociale insuffisante. Les femmes et les fillettes qui sont toujours

en butte à la discrimination et à l'exclusion sont particulièrement défavorisées à cet égard.

20. Les gouvernements ont fait des progrès dans la lutte contre l'exclusion. La mise en place de régimes démocratiques dans un nombre croissant de pays donne à tous la possibilité de participer dans tous les domaines de la vie publique. La déconcentration du pouvoir politique, la décentralisation des administrations et la création d'autorités locales et municipales ont parfois contribué à l'avènement de sociétés fondées sur l'intégration et la participation. Dans certains pays, il existe également des mécanismes de consultation qui favorisent une plus large participation à la planification et à l'évaluation des politiques. Dans ces pays, les pouvoirs publics et la société civile, y compris le secteur privé, sont parties prenantes dans ces processus. Le renforcement de la société civile, notamment des organisations non gouvernementales et des associations de bénévoles, est un fait positif. Dans bon nombre de pays, cela permet aux citoyens de collaborer en association avec les gouvernements pour défendre et protéger les intérêts communs en complétant l'action menée par le secteur public. La défense et la protection de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, jouent un rôle important dans la promotion de l'intégration sociale. Dans ce contexte, on notera que, si nombre de ratifications enregistrées pour les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme a considérablement augmenté depuis le Sommet, l'objectif de la ratification universelle n'a pas été atteint.

21. Les gouvernements ont adopté une vaste panoplie de politiques et de programmes pour répondre aux besoins particuliers des groupes vulnérables et défavorisés et les encourager à participer davantage au processus de développement en offrant, entre autres, des services sociaux, des possibilités d'emploi, des facilités de crédit et des possibilités de perfectionnement et de formation. Néanmoins, des efforts supplémentaires sont nécessaires dans ce domaine.

22. Pour protéger les immigrants et les travailleurs migrants, il a fallu adopter un large éventail de mesures ciblées. On a exhorté les gouvernements à assurer la protection des droits de l'homme des migrants et de leur dignité, quel que soit leur statut juridique. On les a également exhortés à intensifier leurs efforts pour assurer la prestation de services sociaux de base, faciliter le regroupement des familles de migrants en situation régulière, promouvoir l'intégration économique et so-

ciale de ces migrants et leur garantir l'égalité de traitement devant la loi. Les pays qui ont adhéré à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille et qui l'ont ratifiée ne sont pas assez nombreux pour que cet instrument puisse entrer en vigueur. Depuis le Sommet, les progrès accomplis dans l'application des instruments internationaux relatifs à la protection des migrants ont été modestes et les problèmes liés aux violations des droits de l'homme des migrants subsistent. Dans de nombreuses parties du monde, les migrants ont été victimes de discrimination et ceux qui sont en situation régulière n'ont pas bénéficié d'une protection sociale adéquate.

23. Malgré les efforts déployés pour tenter d'apporter des solutions aux problèmes liés à l'apparition de courants de réfugiés et de personnes déplacées et aux pressions qui en résultent, bon nombre de pays, en particulier ceux qui accueillent d'importantes populations de réfugiés, ont besoin d'une aide internationale pour assurer la prestation de services sociaux de base.

24. S'il y a eu des avancées progressives – mais irrégulières – sur la voie de l'égalité et de la parité entre hommes et femmes dans toutes les régions du monde, il n'en demeure pas moins que ce sont les femmes qui sont le plus touchées en période de crise et de restructuration économique. Alors que de nombreux pays ont adopté des stratégies nationales pour l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, y compris des recommandations pratiques et des plans d'action spécifiques, les progrès concrets enregistrés sur les plans de l'amélioration de la condition de la femme et de la promotion de l'égalité entre les sexes ont été lents et inégaux. La persistance de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des fillettes est un problème chronique dans tous les pays et fait obstacle à l'intégration sociale, à la promotion de l'égalité entre les sexes et à la pleine jouissance par les femmes de leurs droits fondamentaux.

25. On continue à prendre conscience du fait que la famille est la cellule de base de la société, qu'elle joue un rôle déterminant dans le développement social et qu'elle constitue une force puissante de cohésion et d'intégration sociales. Dans des systèmes culturels, politiques et sociaux différents, la famille peut prendre des formes différentes.

26. Les conflits violents de plus en plus nombreux, y compris ceux qui sont motivés par des enjeux liés à

l'autonomie locale et à l'identité ethnique, ainsi que les conflits portant sur la répartition des ressources, ont entravé l'intégration sociale et détourné une attention et des ressources qui auraient pu être axées sur le développement économique et social plutôt que sur la gestion des conflits. Cette évolution a fait ressortir l'importance de l'intégration sociale et de l'accès aux services sociaux de base dans une stratégie de prévention contre les crises. L'importance que revêtent les services sociaux de base dans une situation de conflit et l'intégration sociale à la suite d'un conflit en tant qu'instruments de prévention a également été accentuée.

27. Les obstacles qui s'opposent à l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination, en particulier des peuples soumis à la domination coloniale ou à d'autres formes de domination ou d'occupation étrangères ont continué d'avoir des incidences préjudiciables sur la réalisation de leur développement économique et social.

**[28. Les enseignements tirés de l'expérience accumulée depuis le Sommet confirment que, dans certains pays, l'intégration sociale et le développement social continuent d'être fortement entravés par des mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies, qui créent des obstacles aux relations commerciales entre les États, freinent la pleine réalisation du développement économique et social et compromettent la prospérité de la population des pays touchés.]**

#### **Afrique et pays les moins avancés**

29. Lors du Sommet mondial pour le développement social, les gouvernements se sont engagés à accélérer le développement économique et social et la mise en valeur des ressources humaines de l'Afrique et des pays les moins avancés. Nombre des objectifs fixés lors du Sommet n'ont pas encore été atteints par les pays concernés et leurs partenaires internationaux même si, à cet égard, les donateurs continuent d'appuyer les efforts déployés par les pays africains et les pays les moins avancés.

30. La détérioration de la situation économique et sociale des pays les moins avancés exige d'accorder une attention prioritaire aux nombreux engagements internationaux qui ont été pris en matière de développement à l'égard de ces pays et n'ont pas été remplis. Parmi les pays les moins avancés, nombreux sont ceux

qui ont vu leur part baisser dans l'aide publique au développement (APD) et il n'y a pas eu de progrès vers la réalisation de l'objectif convenu consistant à affecter 0,15 à 0,2 % du PNB à l'APD en faveur des pays les moins avancés. La coopération technique offerte par l'ONU et les organismes apparentés a été réduite depuis le Sommet.

31. Les pays africains ont fait de réels efforts pour respecter les engagements pris à Copenhague mais les contraintes internes et externes auxquelles ils se heurtent continuent d'entraver considérablement les progrès. Il est nécessaire de mobiliser des ressources aux niveaux national et international pour accélérer le développement économique et social des pays africains et des pays les moins avancés en suivant une approche globale si l'on veut respecter pleinement les engagements pris. Un accès équitable à l'éducation et aux services de santé, aux possibilités d'acquisition de revenus, à la terre, au crédit, à l'infrastructure et à la technologie, l'aide publique au développement et la réduction de l'endettement sont des facteurs déterminants pour le développement social des pays susmentionnés.

32. Les indicateurs sociaux montrent que le continent africain est bien loin d'atteindre les buts qui ont été définis lors du Sommet, il y a cinq ans. Près de 90 % des pays d'Afrique subsaharienne ne réaliseront pas les objectifs fixés pour l'an 2000 en matière de mortalité infantile. L'espérance de vie restait inférieure à 60 ans dans 41 des 53 pays considérés durant la période 1995-2000. La pandémie de sida a de graves répercussions sur la situation sociale, économique, politique et en matière de sécurité dans certains des pays les plus durement touchés.

33. Des progrès ont été enregistrés dans la mise en place d'institutions démocratiques dans un certain nombre de pays. Il faut faire de nouveaux progrès en Afrique et dans les pays les moins avancés pour créer des institutions solides qui sont transparentes et responsables afin d'assurer un développement économique et social plus rapide.

34. Dans une économie en voie de mondialisation rapide, l'Afrique continue d'être marginalisée. La détérioration persistante des termes de l'échange pour les produits de base exportés par les pays africains a entraîné une baisse du revenu national réel et de l'épargne qui permettent de financer l'investissement. La charge de la dette extérieure a réduit considérablement le volume des ressources disponibles pour le dé-

veloppement social. De surcroît, les promesses sur l'aide publique au développement qui devait être consacrée aux pays en développement en général et aux pays les moins avancés en particulier n'ont pas été tenues. Des efforts mieux concertés et un environnement international favorable sont nécessaires pour intégrer l'Afrique et les pays les moins avancés à l'économie mondiale.

### **Mobilisation de ressources pour le développement social**

35. La mobilisation de ressources nationales et internationales pour le développement social est un élément essentiel pour l'application des engagements pris à Copenhague. Depuis le Sommet, on a accordé une plus grande attention aux réformes visant à promouvoir l'utilisation effective et efficace des ressources existantes. Toutefois, dans de nombreux pays, l'insuffisance de la production et de la collecte de recettes au niveau national ainsi que les nouveaux problèmes concernant les services sociaux et les systèmes de protection sociale dus aux changements démographiques et à d'autres facteurs compromettent le financement de ces services et de ces systèmes. De nouvelles techniques de budgétisation et de comptabilisation ont été adoptées dans plusieurs pays. On a constaté que la participation et la coopération des pouvoirs locaux, de la société civile et des collectivités bénéficiaires étaient utiles pour une prestation plus efficace des services.

36. Dans plusieurs pays, et pour diverses raisons, les modalités de financement de la protection sociale dépendent de moins en moins d'une couverture universelle assurée par des fonds publics et de plus en plus d'une assistance ciblée et fondée sur les revenus. Les raisons de cette évolution sont notamment la stagnation ou la baisse des recettes publiques et la nécessité de réduire les déficits budgétaires ainsi que de nouvelles priorités pour les dépenses publiques. En outre, la nécessité de créer de nouvelles possibilités d'emploi et de donner des incitations aux chômeurs ou aux personnes sous-employées et de tenir compte de nouveaux problèmes sociaux ainsi que de satisfaire les besoins spécifiques de groupes défavorisés et marginalisés a entraîné des changements dans les systèmes de protection sociale. Dans certains pays, le principe de la fourniture universelle et gratuite de services comme les soins de santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau a été remplacé par des redevances d'usage et la privatisation ainsi que par la fourniture de services so-

ciaux plus ciblés. Toutefois, dans de nombreux pays, l'impact de ces mesures, surtout sur les groupes pauvres et vulnérables, doit encore être évalué.

**[37. Bien que les pays donateurs se soient engagés à nouveau lors du Sommet à atteindre l'objectif convenu de 0,7 % de leur PNB pour l'aide publique au développement, l'ensemble de l'APD a continué à baisser. Actuellement, il n'y a que quatre pays qui ont atteint l'objectif fixé et un cinquième qui l'a presque atteint. En outre, la part relative de l'APD dans les différentes formes de financement du développement a également diminué. Toutefois, à la suite du Sommet, l'affectation de fonds pour le développement social a été formulée d'une manière plus explicite dans les politiques d'APD. L'APD s'est révélée plus efficace lorsque les pays s'engagent à suivre en même temps des stratégies orientées vers la croissance et des objectifs et stratégies d'élimination de la pauvreté. L'élimination de la pauvreté grâce au développement durable est considérée par la plupart des pays donateurs comme l'objectif principal de la coopération pour le développement. Les institutions de Bretton Woods ont également commencé à accorder une attention plus soutenue à l'aspect du développement social dans leurs programmes d'ajustement structurel et leurs politiques de prêts. Ce processus est actuellement encore renforcé.]**

**[38. La formule « 20/20 » a encouragé les gouvernements et donateurs intéressés à accroître le volume des ressources affectées aux services sociaux de base et à améliorer l'équité et l'efficacité dans leur utilisation. Cette formule a également mis en évidence la nécessité d'obtenir des ressources supplémentaires pour mettre en oeuvre efficacement l'ordre du jour du développement social, ainsi que les difficultés et les limitations auxquelles se heurtent de nombreux pays, en particulier les pays en développement, pour obtenir ou réaffecter des ressources nationales.]**

39. On admet de plus en plus que le fardeau croissant de la dette auquel doit faire face la plupart des pays en développement endettés est insoutenable et constitue l'un des principaux obstacles à la réalisation de progrès en ce qui concerne le développement durable centré sur la population et l'élimination de la pauvreté. Dans de nombreux pays en développement, ainsi que dans les pays en transition, le service excessif de la dette a fortement limité la capacité de promouvoir le

développement social et de fournir des services de base. Bien que l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ait le potentiel de réduire considérablement les coûts du service de la dette pour les pays visés, il n'en reste pas moins que seul un petit nombre de pays en a bénéficié jusqu'à présent. **[Cette initiative a été renforcée récemment afin d'assurer un allègement de la dette plus rapide, plus profond et plus large. Cet allègement de la dette est prévu dans le contexte de stratégies de réduction de la pauvreté dans le cadre desquelles les gouvernements et la société civile coopèrent en s'engageant à utiliser les avantages financiers de l'Initiative pour alléger la pauvreté.]** Quelques pays prêteurs ont adopté des initiatives bilatérales d'annulation de la dette qui vont au-delà de l'Initiative en faveur des PPTE.

40. Le microcrédit et d'autres outils financiers permettent de fournir des services financiers et autres à ceux qui sont souvent négligés par le secteur bancaire traditionnel et d'atteindre ainsi les familles les plus pauvres. Les femmes jouent un rôle très important dans ces initiatives. L'expérience montre que les femmes sont solvables et que, lorsqu'elles ont des revenus, elles peuvent apporter une contribution plus directe à l'économie.

41. Depuis le Sommet, les problèmes causés par la dette extérieure des pays en développement à revenu intermédiaire ont entravé leurs efforts dans le domaine du développement social. Une action nationale et internationale concertée est devenue nécessaire pour traiter efficacement les problèmes d'endettement de ces pays en vue de résoudre les problèmes potentiels à long terme causés par une dette insoutenable.

#### **Renforcement des capacités pour la mise en oeuvre des politiques et des programmes sociaux**

42. Le renforcement des capacités est un moyen important pour créer un environnement politique, socioéconomique et juridique national propice au développement et au progrès social. Les États Membres ont pris un certain nombre de mesures pour renforcer leurs capacités en vue d'atteindre les objectifs du Sommet mondial pour le développement social, notamment en adoptant des stratégies à long terme pour le développement social; en effectuant des évaluations nationales de leurs capacités institutionnelles; en prenant des mesures législatives pour créer un environnement propice; en établissant des partenariats avec la société civile; en



faisant participer la population à la gestion des affaires locales; en incorporant une perspective sexospécifique dans les politiques et les programmes; en appliquant une gestion transparente et responsable des affaires publiques; en renforçant l'application, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des projets sociaux; et en fournissant une coopération technique. Toutefois, les années qui se sont écoulées depuis le Sommet ont également été marquées par des limitations croissantes de la capacité d'action des pouvoirs publics. Dans certains pays, l'accroissement des difficultés, notamment d'ordre budgétaire et politique, auxquelles se heurtent les gouvernements a entraîné une réduction des programmes et des activités de l'État.

43. L'État a un rôle important à jouer dans la fourniture des services sociaux de base. Toutefois, dans plusieurs pays, il n'est plus le fournisseur exclusif de services sociaux, mais plutôt le facilitateur d'un environnement général propice au développement social, et il a des responsabilités accrues afin d'assurer que les prestations et l'accès à des services sociaux de qualité soient équitables. À cause de cette évolution, il est devenu de plus en plus nécessaire d'avoir des institutions publiques plus solides qui constituent un cadre efficace pour assurer la fourniture équitable de services sociaux de base pour tous. On reconnaît également qu'un secteur public efficace et responsable est vital pour assurer la fourniture des services sociaux.

44. La coopération internationale a été un élément critique des efforts déployés par les gouvernements pour renforcer leurs capacités dans le domaine du développement social. La coopération technique, y compris celle qui est fournie par le système des Nations Unies, a appuyé ces efforts des gouvernements, mais elle devrait encore être renforcée dans de nombreux domaines.